

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

12 NOVEMBRE 1998

PROJET DE LOI

**créant un fonds de protection des
dépôts et des instruments financiers
et réorganisant les systèmes de
protection de dépôts et des
instruments financiers**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR
M. Yves LETERME

- (1) Composition de la commission :
Président : M. Didden (M.).

A. — Titulaires		B. — Suppléants	
C.V.P.	MM Didden, Leterme, Pieters, Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt, MM. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.	
P.S.	MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meureau.	
V.L.D.	MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.	
S.P.	MM. Schoeters, Suykens.	Mme Croes-Lieten, MM. Schellens, Van Gheluwe.	
P.R.L.- F.D.F.	Mme Cornet, M. Reynders.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.	
P.S.C.	M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.	
VI.	M. Huysentruyt.	Mme Colen, M. Van den Eynde.	
Blok	Agalev/M. Tavernier.	MM. Detienne, Viseur.	
Ecolo			

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Olaerts.

Voir:

- 1669 - 97 / 98 :

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2: Amendements.

Voir aussi :

- N° 4: Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

12 NOVEMBER 1998

WETSONTWERP

**tot oprichting van een
beschermingsfonds voor deposito's en
financiële instrumenten en tot
reorganisatie van de
beschermingsregelingen voor
deposito's en financiële instrumenten**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Yves LETERME

- (1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Didden (M.).

A. — Vaste leden		B. — Plaatsvervangers	
C.V.P.	HH. Didden, Leterme, Pieters, Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt, HH. Eyskens, Van Erps, Vanpoucke.	
P.S.	HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meureau.	
V.L.D.	HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.	
S.P.	HH. Schoeters, Suykens.	Mevr. Croes-Lieten, HH. Schellens, Van Gheluwe.	
P.R.L.- F.D.F.	Mevr. Cornet, H. Reynders.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.	
P.S.C.	H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.	
VI.	H. Huysentruyt.	Mevr. Colen, H. Van den Eynde.	
Blok	Agalev/H. Tavernier.	HH. Detienne, Viseur.	
Ecolo			

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Olaerts.

Zie:

- 1669 - 97 / 98 :

- N° 1: Wetsontwerp.
- N° 2: Amendementen.

Zie ook :

- N° 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 27 octobre 1998.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

1. Introduction

«Le droit européen impose aux Etats membres de la Communauté européenne de veiller à l'instauration et à la reconnaissance officielle sur leur territoire d'un ou plusieurs systèmes d'indemnisation des investisseurs en instruments financiers. Cette obligation a été coulée dans la directive 97/9/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mars 1997 relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs.

Cette directive vise à compléter le dispositif mis en place par la directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières tendant à la réalisation du marché intérieur dans le secteur des entreprises d'investissement. La directive 93/22/CEE précitée établit des règles à caractère prudentiel que les entreprises fournissant des services d'investissement sont tenues d'observer, en permanence, notamment des règles visant à protéger, autant que possible, les droits des investisseurs sur les fonds et les instruments leur appartenant. Aucun système n'est toutefois en mesure d'assurer une sécurité totale, notamment, lorsque des actes frauduleux sont commis.

L'objectif de la directive 97/9/CE est donc de veiller à ce que chaque Etat membre dispose d'un système de protection des investisseurs garantissant un niveau minimal harmonisé d'indemnisation au moins aux petits investisseurs, au cas où une entreprise fournissant des services d'investissement ne serait pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard des ses clients investisseurs. La directive prévoit en outre que le système doit permettre aux investisseurs d'acquérir des services d'investissement auprès des succursales d'entreprises d'investissement de la Communauté ou dans le cadre d'une prestation transfrontalière avec la même confiance que s'ils s'adressent à une entreprise nationale, sachant qu'il bénéficieront d'un niveau minimum harmonisé de protection en cas de défaillance de leur intermédiaire financier.

C'est dans le but de conformer la législation belge à cette directive 97/9/CE que j'ai l'honneur de vous soumettre le projet de loi créant un Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers et réorganisant les systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 27 oktober 1998.

I. INLEIDING DOOR DE MINISTER VAN FINANCIËN

1. Inleiding

«Het Europese recht verplicht de Lid-Staten van de Europese Gemeenschap om op hun grondgebied één of meer compensatiestelsels voor beleggers in financiële instrumenten in te voeren en officieel te erkennen. Die verplichting ligt vervat in richtlijn 97/9/EG van het Europees Parlement en de Raad van 3 maart 1997 inzake de beleggerscompensatiestelsels.

Die richtlijn komt de regeling aanvullen die is ingevoerd met richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten, in het vooruitzicht van de totstandbrenging van de interne markt voor beleggingsondernemingen. De voornoemde richtlijn 93/22/EEG legt de prudentiële toezichtsregels vast die beleggingsondernemingen te allen tijde moeten naleven, waaronder regels die tot doel hebben de rechten van beleggers met betrekking tot geld of instrumenten die hun toebehoren, zoveel mogelijk te beschermen. Geen enkele regeling kan evenwel volledig bescherming bieden, in het bijzonder wanneer frauduleuze handelingen plaatsvinden.

Richtlijn 97/9/EG heeft derhalve tot doel ervoor te zorgen dat er in elke Lid-Staat een beleggerscompensatiestelsel bestaat, dat althans aan de kleine belegger een geharmoniseerde minimumbescherming biedt ingeval een beleggingsonderneming niet in staat is aan haar verplichtingen jegens de cliënten-beleggers te voldoen. Bovendien bepaalt de richtlijn dat zo'n stelsel de beleggers de mogelijkheid moet bieden met evenveel vertrouwen beleggingsdiensten af te nemen van bijkantoren van beleggingsondernemingen uit de Gemeenschap of in het kader van grensoverschrijdende dienstverrichting, als wanneer zij zich tot een nationale onderneming wenden, in de wetenschap dat er een geharmoniseerde minimumbescherming bestaat ingeval hun financiële bemiddelaar in gebreke blijft.

Met de bedoeling de Belgische wetgeving in overeenstemming te brengen met deze richtlijn 97/9/EG, heb ik de eer U het wetsontwerp voor te leggen dat een Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten opricht en de beschermingsregelingen voor deposito's en financiële instrumenten reorganiseert.

La directive 97/3/CE est - à dessein - fort similaire dans sa structure à la directive 94/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 mai 1994 relative aux systèmes de garanties des dépôts que vous avez transposée en droit belge par la loi du 23 décembre 1994. Les deux directives - qui sont pour l'essentiel parallèles - diffèrent cependant par leur champ d'application *ratione personae* et *ratione materiae*.

La directive 94/19/CE ne s'applique qu'aux établissements de crédit et ne vise à assurer une couverture qu'aux seuls dépôts et titres bancaires de créances assimilés. En revanche, la directive 97/9/CE s'applique à l'ensemble des entreprises qui fournissent des services d'investissement, c'est-à-dire non seulement les professionnels de la bourse mais également les établissements de crédit qui fournissent de tels services. Elle vise à assurer une couverture tant pour les instruments financiers appartenant aux investisseurs que pour les espèces de ces mêmes investisseurs en relation avec des opérations d'investissement en instruments financiers.

Il s'ensuit que les établissements de crédit qui fournissent des services d'investissement sont soumis aux obligations résultant des deux directives précitées tandis que les entreprises d'investissement ne sont soumises qu'aux seules obligations résultant de la directive 97/9/CE relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs. Aucune créance en espèces ne peut cependant faire l'objet d'une double indemnisation en vertu des deux directives.

En l'état actuel, il existe dans notre pays un système de protection des investisseurs géré par la Caisse d'intervention des sociétés de bourse conformément à l'article 112 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés financiers, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements. Ce système ne couvre toutefois que les clients des sociétés de bourse et de certains établissements de crédit. Il s'agit d'établissements de crédit qui à la date du 31 décembre 1995 avaient le statut de société de bourse et qui, devenus établissements de crédit, ont à titre transitoire l'obligation de continuer à adhérer au système de protection des investisseurs en application de l'article 152ter de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Aucun mécanisme de protection n'existe en revanche pour ce qui est des instruments financiers confiés aux établissements de crédit autres que ceux visés ci-dessus. Seuls les dépôts et titres bancaires de créances assimilés confiés à des établissements de crédit sont en effet couverts par le système de protection des dépôts institué par l'Institut de Réescompte et de Garantie conformément aux articles 110 et suivants de la loi du 22 mars 1993, tels que modifiés par la loi du 23 décembre 1994.

Richtlijn 97/3/EG sluit structureel - bewust - sterk aan bij richtlijn 94/19/EG van het Europese Parlement en van de Raad van 3 mei 1994 inzake de depositogarantiestelsels dat U in het Belgische recht heeft omgezet met de wet van 23 december 1994. Beide - in wezen parallelle - richtlijnen wijken niet-temin qua toepassingsgebied *ratione personae* et *ratione materiae* van elkaar af.

Richtlijn 94/19/EG geldt enkel voor kredietinstellingen en wil alleen voor bankdeposito's en gelijkgestelde schuldbewijzen een bescherming invoeren. Richtlijn 97/9/EG is daarentegen van toepassing op alle ondernemingen die beleggingsdiensten verstrekken, dus niet alleen wie beroepsmatig optreedt op de beurs maar ook kredietinstellingen die dergelijke diensten verstrekken. Zij wil een bescherming invoeren zowel voor de financiële instrumenten die eigendom zijn van beleggers als voor de geldmidde-len van die beleggers voor of uit beleggingen in financiële instrumenten.

Dat heeft tot gevolg dat voor kredietinstellingen die beleggingsdiensten verrichten, de verplichtingen van beide voornoemde richtlijnen gelden, terwijl voor beleggingsondernemingen enkel de verplichtingen gelden die voortvloeien uit richtlijn 97/9/EG inzake de beleggerscompensatiestelsels. Geen enkele constante vordering komt evenwel in aanmerking voor dubbele compensatie op grond van beide richtlijnen.

In de huidige stand kent ons land een beleggersbeschermingsregeling die wordt beheerd door het Interventiefonds voor de beursvennootschappen, overeenkomstig artikel 112 van de wet van 6 april 1995 op de financiële markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs. Die beschermingsregeling geldt echter alleen voor cliënten van beursvennootschappen en bepaalde kredietinstellingen. Dit zijn kredietinstellingen die op 31 december 1995 het statuut van beursvennootschap hadden en na hun overstap tot kredietinstelling, in een overgangsfase moeten aangesloten blijven bij de beleggersbeschermingsregeling, met toepassing van artikel 152ter van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

Er bestaat daarentegen geen enkele beschermingsregeling voor de financiële instrumenten die aan andere kredietinstellingen dan de hierboven bedoelde worden toevertrouwd. Enkel bankdeposito's en gelijkgestelde schuldbewijzen die aan kredietinstellingen zijn toevertrouwd, vallen immers onder de depositobeschermingsregeling ingericht door het Herdiscontering- en Waarborginstituut overeenkomstig artikel 110 en volgende van de wet van 22 maart 1993, zoals gewijzigd door de wet van 22 december 1995.

On notera enfin que l'Institut de Réescompte et de Garantie assure depuis le 1^{er} février 1996 la gestion administrative de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse aux termes d'une convention conclue entre les deux institutions, la mission d'intervention étant par nature cyclique et ne nécessitant pas, en dehors des périodes de crise, le maintien d'une structure administrative autonome permanente.

2. Options pour la transposition de la directive 97/9/CE

La directive 97/9/CE relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs, tout comme la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garanties des dépôts, laisse une grande marge d'appréciation aux Etats membres dans les choix normatifs nécessaires à sa transposition. La liberté est ainsi laissée aux Etats membres de reconnaître un ou plusieurs systèmes, de droit privé ou de droit public, pour autant qu'ils satisfassent aux conditions fixées par la directive. Dans certains pays, la transposition de la directive pourrait ainsi aboutir à la création de plusieurs systèmes selon le type d'intermédiaires ou le type d'avoirs couverts.

A l'inverse, il est également possible d'opter pour la création d'un système unique pour la protection des dépôts et pour la protection des investisseurs, à la condition que ce système satisfasse aux conditions fixées dans chacune des deux directives, notamment en ce qui concerne le cumul des garanties pour les établissements de crédit. C'est cette dernière option qui a été retenue par le Gouvernement et sur laquelle un accord a été dégagé avec les associations professionnelles représentatives des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

Différentes raisons ont motivé le choix de cette option.

Le souci du Gouvernement était en premier lieu de veiller à la mise en place d'un système qui dispose de moyens financiers suffisants pour faire face à des obligations d'indemnisation raisonnablement prévisibles quant à leur montant et donc d'éviter que la responsabilité de l'Etat puisse être engagée à l'égard des investisseurs, sans pour autant ébranler la solidité des établissements et des entreprises appelés à financer le système.

En outre, il convenait de veiller au respect des règles de concurrence compte tenu notamment de la déspecialisation des intermédiaires financiers. Il importait dès lors que les clients puissent bénéficier d'une même protection quel que soit le statut de l'intermédiaire auquel ils s'adressent pour l'acquisition de services d'investissement, et de veiller à ce que la structure qui serait mise en place permette de fixer

Tenslotte zij erop gewezen dat het Herdiscontering- en Waarborginstituut sinds 1 februari 1996 instaat voor het administratieve beheer van het Interventiefonds voor de beursvennootschappen, op grond van een overeenkomst tussen beide instellingen, om de eenvoudige reden dat de tegemoetkomingsopdracht per definitie cyclisch is en buiten crisisperiodes geen permanente autonome administratieve structuur vergt.

2. Opties voor de omzetting van richtlijn 97/9/EG

Richtlijn 97/9/EG inzake de beleggerscompensatiestelsels geeft, net als richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels, een ruime beoordelingsbevoegdheid aan de Lid-Staten om te kiezen in welke normatieve vorm die zal worden omgezet. Het staat de Lid-Staten dan ook vrij om een of meer privaat- of publiekrechtelijke regelingen te erkennen, als zij maar voldoen aan de voorwaarden van de richtlijn. Zo zou de omzetting van de richtlijn in sommige landen verschillende regelingen kunnen opleveren, naar gelang van het type bemiddelaars of gedekte tegoden.

Omgekeerd is het ook mogelijk de voorkeur te geven aan een eenvormige regeling voor depositobescherming en beleggersbescherming, op voorwaarde dat die regeling voldoet aan de voorwaarden van elk van beide richtlijnen, inzonderheid qua cumulatie van waarborgen voor de kredietinstellingen. Die laatste optie heeft de Regering verkozen en daarover is een akkoord bereikt met de representatieve beroepsverenigingen van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen.

De keuze van die optie is door verschillende redenen ingegeven.

Voor de Regering kwam het er in de eerste plaats op aan een regeling vast te stellen met voldoende financiële middelen om voor redelijkerwijze voorspelbare bedragen tegemoet te kunnen komen en dus te vermijden dat de verantwoordelijkheid van de Staat zou kunnen worden ingeroepen tegenover beleggers, weliswaar zonder de soliditeit in gedrang te brengen van de instellingen en ondernemingen die de regeling moeten financieren.

Ook de naleving van de mededigingsregels speelde daarbij een rol, gelet onder andere op de branchevervaging bij de financiële bemiddelaars. Het was dan ook belangrijk dat cliënten op eenzelfde bescherming zouden kunnen rekenen, ongeacht de status van de bemiddelaar bij wie zij beleggingsdiensten afnemen, en ervoor te zorgen dat in de uiteindelijk structuur financieringsregels zouden kunnen worden

des règles de financement qui soient basées pour les établissements de crédit et les sociétés de bourse, sur des critères en principe identiques.

Enfin, il convenait de simplifier au maximum les structures de gestion des mécanismes d'intervention et les formalités à accomplir par les déposants et les investisseurs en cas de défaillance de leur intermédiaire financier. Il convenait en particulier d'éviter que les clients concernés ne doivent s'adresser à des guichets différents selon la nature de leur créance, dépôts ou instruments financiers.

Comme indiqué ci-dessus, le Gouvernement a donc opté pour l'institution d'un système unique, financé par les établissements de crédit et par les entreprises d'investissement, assurant - sous certaines conditions et dans certaines limites conformes au droit européen - le remboursement des dépôts et l'indemnisation des instruments financiers manquants en cas de défaillance d'un tel établissement ou d'une telle entreprise. Ce système se substituera, au moment où il deviendra opérationnel, à l'actuel système de protection des dépôts institué par l'Institut de Réescompte et de Garantie et à l'actuel système de protection des investisseurs géré par la Caisse d'intervention des sociétés de bourse.

Encore fallait-il déterminer l'entité qui serait chargée de l'institution et de la gestion de ce nouveau système unifié de protection des dépôts et des instruments financiers. Il avait initialement été envisagé de confier cette mission à l'Institut de Réescompte et de Garantie qui avait institué un système de protection des dépôts dès 1974 et qui assure la gestion administrative de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse depuis février 1996. Le Gouvernement a cependant estimé que nonobstant les importants services rendus par l'Institut à la communauté financière depuis sa création, l'évolution des autres missions de l'Institut, à savoir spécialement la mobilisation des crédits bancaires qui ne peuvent être escomptés auprès de la Banque nationale et les prêts de soutien aux établissements de crédit, ne justifiait plus le maintien d'une institution spécifique pour leur exercice.

Le Gouvernement propose, dès lors, dans un souci de rationalisation, de supprimer l'Institut de Réescompte et de Garantie et de transférer à la Banque nationale les missions actuellement dévolues à l'Institut à l'exception de celles qui seraient source de conflit d'intérêt avec les autres missions de la Banque. On pense ici à la mission de séquestre des droits d'associés dans un établissement de crédit ou dans une entreprise d'investissement, lorsqu'une telle mesure est ordonnée par la Commission bancaire et finan-

vastgesteld die voor de kredietinstellingen en voor de beleggingsondernemingen op in beginsel identieke criteria zouden steunen.

Ten slotte kwam het erop aan de beheerstructuren voor de tegemoetkomingsmechanismen en de formaliteiten voor deposanten en beleggers bij deficiëntie van hun financieel bemiddelaar, maximaal te vereenvoudigen. Meer bepaald diende men te vermijden dat de betrokken cliënten aan verschillende loketten terecht zouden moeten, afhankelijk van de aard van hun vorderingen, deposito's of financiële instrumenten.

Zoals gezegd, verkoos de Regering dus één enkele regeling, gefinancierd door zowel kredietinstellingen als beleggingsondernemingen, die - onder bepaalde voorwaarden en binnen bepaalde perken conform het Europees recht - zou instaan voor de terugbetaling van deposito's en de compensatie van ontbrekende financiële instrumenten in geval van deficiëntie van zo een instelling of onderneming. Zodra die regeling operationeel wordt, zal zij de plaats innemen van de huidige depositobeschermingsregeling die door het Herdiscontering- en Waarborginstituut is ingericht en de huidige beleggersbeschermingsregeling die door het Interventiefonds voor de beursvennootschappen wordt beheerd.

Nu moest nog worden uitgemaakt wie zou worden belast met de vaststelling en het beheer van die nieuwe, eenvormige beschermingsregeling voor deposito's en financiële instrumenten. Aanvankelijk bestond de idee om deze opdracht toe te vertrouwen aan het Herdiscontering- en Waarborginstituut dat sinds 1974 een depositobeschermingsregeling had ingericht en instaat voor het administratieve beheer van het Interventiefonds voor de beursvennootschappen sinds februari 1996. De Regering was niettemin van oordeel dat, hoe indrukwekkend de diensten van het Instituut sinds zijn oprichting voor de financiële gemeenschap ook zijn geweest, de evolutie van de overige wettelijke opdrachten van het Instituut, meer bepaald het mobiliseren van bankkredieten die niet bij de Nationale Bank kunnen worden gediscoonteerd en de steunkredieten aan kredietinstellingen, de handhaving van een specifiek Instituut voor die opdracht niet langer verantwoordde.

De Regering stelt dan ook, om redenen van rationalisatie, voor het Herdiscontering- en Waarborginstituut af te schaffen en de opdrachten die momenteel aan het Instituut zijn toevertrouwd, over te dragen aan de Nationale Bank, met uitzondering van de opdrachten die tot een belangenconflict met de overige opdrachten van de bank zouden kunnen leiden. Hier wordt gedacht aan het sekwesteren van aandelen van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, wanneer een dergelijke maatregel

cière. On notera que la Banque nationale a accepté le transfert de missions et s'est engagée dans cette hypothèse à reprendre le personnel de l'Institut.

Il n'a cependant pas paru possible que la mission d'institution ou de gestion du système de protection des dépôts et des instruments financiers soit confiée à la Banque nationale compte tenu de la contrariété d'intérêt avec la mission de financement de la Banque ainsi d'ailleurs que du caractère spécifique du système et de la visibilité qu'il convient de lui donner. Cette spécificité et cette visibilité justifient que cette mission soit attribuée à une institution autonome ayant cette seule mission pour objet. Le Gouvernement vous propose à cet effet la création d'un "Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers", institution publique constituée sous une forme souple inspirée du statut du Fonds des Rentes.

3. Examen du projet de loi

Concrètement, le projet de loi qui vous est soumis est divisé en huit chapitres.

Le chapitre premier se limite à deux dispositions préliminaires. Celles-ci n'appellent pas d'observations particulières.

Le chapitre deux contient les dispositions organiques relatives au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers dont il a été question ci-dessus. Le Fonds est un établissement public doté de la personnalité juridique. Il a pour mission d'instituer ou de gérer un ou plusieurs systèmes de protection des dépôts et des instruments financiers. Les bases légales des deux aspects du futur système de protection des dépôts et des instruments financiers se trouveront donc dans deux législations dont les articles concernés seront très largement identiques comme les textes des deux directives qu'elles visent respectivement à transposer en droit belge. L'article 3, alinéa 2, du projet de loi autorise expressément le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers à grouper en un seul système les systèmes de protection des dépôts et de protection des instruments financiers qu'il est chargé d'instituer, ce qui est comme dit plus haut le projet du Gouvernement et des milieux professionnels concernés.

Dans la continuité de ce qui a été fait en 1984 et en 1995 pour le système de protection des dépôts, le nouveau système sera institué par le Fonds, selon les principes généraux inscrits dans le présent projet de loi, par voie d'un engagement unilatéral adossé à un protocole conclu entre le Fonds et les associations professionnelles représentatives des établissements

wordt bevolen door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Zoals men kan vaststellen, heeft de Nationale Bank die overdracht aanvaard en heeft er zich toe verbonden om in dat geval het personeel van het Instituut over te nemen.

Het leek evenwel niet mogelijk om de opdracht tot vaststelling of beheer van de beschermingsregeling voor deposito's en financiële instrumenten toe te vertrouwen aan de Nationale Bank, gelet op het strijdige belang van die opdracht met de financieringsopdracht van de Bank, alsook overigens op het specifieke karakter van de regeling en de zichtbaarheid die daaraan moet worden gegeven. Dit specifieke karakter en die zichtbaarheid zijn de reden waarom die opdracht moet worden toevertrouwd aan een autonome instelling met die opdracht als enig doel. De Regering stelt daarom de oprichting voor van een "Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten", een openbare instelling opgericht in een soepele rechtsvorm naar het model van het statuut van het Rentenfonds.

3. Onderzoek van het wetsontwerp

Concreet gezien bestaat het wetsontwerp dat u wordt voorgelegd uit acht hoofdstukken.

Hoofdstuk 1 bestaat slechts uit twee inleidende bepalingen. Die behoeven geen verdere commentaar.

Hoofdstuk twee bevat de organieke bepalingen over het Bechermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten waarvan hierboven sprake. Het Fonds is een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid. Het zal tot doel hebben de beschermingsregeling voor deposito's en financiële instrumenten vast te stellen of te beheren. De wettelijke grondslagen voor beide aspecten van de toekomstige Beschermingsregeling voor deposito's en financiële instrumenten zullen dus worden ingepast in twee wetgevingen waarvan de betrokken artikelen ruimschoots identiek zullen zijn, net zoals de teksten van beide richtlijnen die zij in het Belgische recht gaan omzetten. Artikel 3, tweede lid van het wetsontwerp staat het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten uitdrukkelijk toe beide beschermingsregelingen voor deposito's enerzijds en financiële instrumenten anderzijds, in één enkele regeling te groeperen, wat, zoals gezegd, het voornemen is van de Regering en de betrokken beroepsmiddens.

Aansluitend bij de aanpak in 1984 en 1995 voor de depositobeschermingsregeling, zal de nieuwe regeling worden vastgesteld door het Fonds volgens de algemene beginselen die in onderhavig wetsontwerp zijn vervat, via een eenzijdige verbintenis die wordt gevoegd bij een protocol, gesloten tussen het Fonds en de representatieve beroepsverenigingen van krediet-

de crédit et des entreprises d'investissement. Il continuera à prévoir deux régimes d'intervention, l'un d'indemnisation en dernier ressort, l'autre de prévention.

L'article 5, alinéa 3, vise à protéger le patrimoine de l'Etat et celui du Fonds, lequel ne disposera cependant que d'une dotation de cinq millions de francs, en limitant l'exercice des garanties d'indemnisation aux seuls moyens disponibles du système. Cette limitation ne fait toutefois pas obstacle à des paiements complémentaires assurés sur la base d'appels de contributions supplémentaires et de contributions futures des participants, sans préjudice d'éventuelles franchises.

Comme c'est le cas actuellement pour l'Institut de Réécompte et de Garantie, le comité de direction du Fonds, organe dirigeant, sera composé sur une base paritaire. Le comité de direction sera ainsi composé de six représentants des autorités publiques, de quatre représentants du secteur des établissements de crédit et de deux représentants des entreprises d'investissement.

L'article 9 du projet prévoit que les délibérations du comité de direction sont prises à la majorité simple des voix sauf celles qui concernent les interventions préventives ou la levée de contributions supplémentaires que ces dernières nécessiteraient. Ces délibérations doivent être prises à une majorité spéciale des trois-quarts. De tels interventions ou appels de contributions requièrent en effet un consensus plus large qu'une majorité simple étant dictés par des considérations plus subjectives d'intérêt général. Les interventions préventives devront être décidées sur base de critères appropriés au cas d'espèce, notamment lorsqu'elles s'avèrent moins coûteuses qu'une intervention en dernier ressort.

Compte tenu du caractère cyclique des interventions du Fonds et afin de lui permettre de ne pas devoir maintenir en permanence des structures administratives qui ne seraient pas justifiées, le Fonds pourra confier sa gestion journalière à la Banque nationale, aux conditions arrêtées d'un commun accord, moyennant approbation du Ministre des Finances.

Les chapitres trois et quatre du projet de loi modifient les articles 110 et suivants de la loi du 22 mars 1993 et les articles 112 et suivants de la loi du 6 avril 1995. Les modifications à la loi du 22 mars 1993 sont d'ordre purement technique. Elle visent essentiellement à permettre le transfert au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers de la mission d'institution ou de gestion du système de protection des dépôts actuellement dévolue à l'Institut de Réécompte et de Garantie.

instellingen en beleggingsondernemingen. Er blijven twee tegemoetkomingsregelingen, één voor schadeloosstelling in laatste instantie, een andere voor preventieve tegemoetkomingen.

Artikel 5, derde lid, is bedoeld om patrimonium van de Staat en van het Fonds te beschermen, alhoewel het Fonds slechts een kapitaaldotatie krijgt van 5 miljoen frank, waarbij de verbintenissen tot schadeloosstelling enkel kunnen worden uitgevoerd met de in de regeling beschikbare middelen. Die beperking vormt evenwel geen beletsel voor aanvullende betalingen gestijfd met bijkomende bijdragen en toekomstige bijdragen van de deelnemers, onverminderd eventuele franchises.

Zoals thans het geval is voor het Herdiscontering- en Waarborginstituut, zal het bestuurscomité van het Fonds als directieorgaan samengesteld zijn op paritaire basis. In die samenstelling zal het bestuurscomité zes vertegenwoordigers tellen van de overheid, vier van de sector kredietinstellingen, en twee van de sector beleggingsondernemingen.

Artikel 9 van het wetsontwerp bepaalt dat de beraadslagingen van het bestuurscomité geschieden bij gewone meerderheid van stemmen, behalve als het gaat om preventieve tegemoetkomingen dan wel om met dit doel een aanvullende bijdrage te vragen. Die beraadslagingen moeten geschieden bij bijzondere meerderheid van drie vierden van de stemmen. Voor dergelijke tegemoetkomingen of aanvullende bijdragen is immers een ruimer consensus vereist dan een gewone meerderheid, omdat zij zijn ingegeven door eerder subjectieve overwegingen van algemeen belang. Over preventieve tegemoetkomingen wordt beslist op grond van criteria die specifiek zijn voor elk geval, inzonderheid wanneer die minder duur uitvallen van een tegemoetkoming in laatste instantie.

Rekening houdend met het cyclische karakter van de tegemoetkomingen van het Fonds en om te vermijden dat dit permanent een onverantwoorde administratieve structuur zou moeten in stand houden, kan het Fonds zijn dagelijks bestuur toevertrouwen aan de Nationale Bank, op de voorwaarden die met wederzijds akkoord zijn vastgesteld en met de goedkeuring van de Minister van Financiën.

Hoofdstuk drie en vier van het wetsontwerp wijzigen de artikelen 110 en volgende van de wet van 22 maart 1993 en de artikelen 112 en volgende van de wet van 6 april 1995. Voor de wet van 22 maart 1993 gaat het om zuiver technische wijzigingen. Hoofddoel is de mogelijkheid te scheppen om de opdracht tot vaststelling of beheer van de depositobeschermingsregeling, waarvoor thans het Herdiscontering- en Waarborginstituut instaat, over te dragen aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten.

Les articles 22 à 27 du projet de loi assurent plus particulièrement la transposition de la directive 97/9/CE relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs dans la mesure où des dispositions légales sont nécessaires. Ils introduisent dans la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement des dispositions similaires à celles qui régissent le système de protection des dépôts et qui se trouvent sous les articles 110 et suivants de la loi du 22 mars 1993 sur le statut et le contrôle des établissements de crédit telle que modifiée par la loi du 23 décembre 1994.

Les différences mineures s'expliquent par le fait que, sur certains points, la directive 97/9/CE relative aux systèmes d'indemnisation des investisseurs diffère de la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts.

L'attention est attirée sur le paragraphe 2, alinéa 2, de l'article 113 nouveau de la loi du 6 avril 1995 qui, conformément à la directive sur la protection des investisseurs, précise que l'indemnisation de ceux-ci porte non seulement sur les instruments financiers détenus ou à restituer par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'investissement mais aussi sur le remboursement des dépôts de fonds qui sont détenus par eux pour le compte des investisseurs en relation avec les opérations d'investissement. En ce qui concerne les établissements de crédit, l'indemnisation des dépôts en relation avec des opérations en instruments financiers pourra, conformément à ce que prévoit la directive, être imputée sur la couverture prévue pour la protection des dépôts en application de la directive 94/19/CE relative aux systèmes de protection des dépôts.

Le projet de loi étend par ailleurs la garantie spéciale de l'Etat de 3 milliards prévue à l'article 110sexies de la loi du 22 mars 1993 pour couvrir d'éventuelles interventions rendues nécessaires par la défaillance d'établissements privés de crédit ayant procédé de la privatisation d'anciens organismes publics de crédit, aux engagements en instruments financiers de ces mêmes établissements. Ce faisant, la disposition instaure un parallélisme avec l'extension aux instruments financiers de la couverture réalisée, en première ligne, par les anciens fonds de protection des dépôts, qui n'ont été alimentés que par des contributions assises sur les dépôts des banques et banques d'épargne.

Les chapitres cinq et six du projet de loi règlent les questions relatives aux transferts de compétences de l'Institut de Réescompte et de Garantie à la Banque nationale ou au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers, à la suppression de l'Institut de Réescompte et de Garantie et à la dissolution de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse. Les articles 30, alinéa 2, et 32, alinéa 2, du projet pré-

De artikelen 22 tot 27 van het wetsontwerp regelen meer bepaald de omzetting van richtlijn 97/9/EG inzake de beleggerscompensatiestelsels, wat immers langs wetgevende weg moet gebeuren. Zij voegen in de wet van 6 april 1995 op het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, gelijkaardige bepalingen in als voor de depositobeschermingsregeling, welke voorkomen in de artikelen 110 en volgende van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, zoals gewijzigd door de wet van 23 december 1994.

Enkele kleinere verschillen hebben te maken met het feit dat richtlijn 97/9/EG inzake de beleggerscompensatiestelsels op bepaalde punten afwijkt van richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels.

Er wordt gewezen op paragraaf 2, tweede lid van het nieuwe artikel 113 van de wet van 6 april 1995 waarin, overeenkomstig de richtlijn over de beleggersbescherming, wordt bepaald dat de schadeloosstelling van beleggers niet enkel betrekking heeft op de financiële instrumenten die de kredietinstelling of de beleggingsonderneming houdt of moet terugbezorgen, maar ook op de terugbetaling van de gelddeposito's die zij voor rekening van beleggers houden in het vooruitzicht van beleggingen. Voor de kredietinstellingen kan de schadeloosstelling van deposito's die moeten dienen voor beleggingen in financiële instrumenten, overeenkomstig het voorschrift van de richtlijn, worden afgenomen van de dekking bestemd voor de depositobescherming met toepassing van richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels.

Voorts wordt met het wetsontwerp ook de bijzondere Staatswaarborg van 3 miljard frank, welke geregeld wordt in artikel 110sexies van de wet van 22 maart 1993, om eventuele tegemoetkomingen te dekken naar aanleiding van het in gebreke blijven van particuliere kredietinstellingen die zijn ontstaan uit de privatisering van vroegere openbare kredietinstellingen, uitgebreid tot de verbintenissen in financiële instrumenten van die instellingen. Aldus wordt de dekking voor financiële instrumenten, die rechtstreeks put uit de vroegere fondsen van de depositobeschermingen die enkel werden gestijfd met de bijdragen berekend op grond van de deposito's van de banken en de spaarbanken, op parallelle wijze geregeld.

Hoofdstuk vijf en zes van het wetsontwerp regelen de bevoegdheidsoverdracht van het Herdiscontering- en Waarborginstituut aan de Nationale Bank of aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, de afschaffing van het Herdiscontering- en Waarborginstituut en de ontbinding van het Interventiefonds voor de beursvennootschappen. Artikel 30, tweede lid en 32, tweede lid van het ont-

voient le transfert de plein droit au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers de l'ensemble des droits et obligations de l'Institut de Réescompte et de Garantie découlant des systèmes de protection des dépôts et de l'ensemble des droits et engagements de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse, assurant ainsi la continuité entre les anciens systèmes et le nouveau système à instituer par le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers.

Le chapitre sept contient une modification technique à la loi organique de la Banque nationale afin de permettre au gouverneur, au vice-gouverneur et autres membres du Comité de direction de la Banque de siéger au Comité de direction du Fonds de Protection des dépôts et des instruments financiers. Cette modification est justifiée par les liens étroits qui existeront entre le Fonds et la Banque, l'intention étant en effet de permettre au Fonds de confier la gestion journalière de ses opérations à la Banque.

Enfin le chapitre huit contient les dispositions relatives à l'entrée en vigueur de la loi. Pour des articles importants, la date d'entrée en vigueur sera fixée par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, en fonction de la mise en place du nouveau cadre institutionnel de la protection des dépôts et des instruments financiers. La date ultime d'entrée en vigueur de ces dispositions est fixée au 1^{er} janvier 2000.

Pour terminer, je me permets d'attirer l'attention sur l'urgence du vote de ce projet. D'une part la directive prévoit sa transposition avant le 26 septembre 1998. D'autre part, le Gouvernement, l'Institut de Réescompte et de Garantie et les milieux professionnels souhaitent que le projet et notamment la mise en activité du nouveau système entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999. Je remercie la Commission de ce qu'elle voudra faire pour rendre réalisable cette intention.»

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Le président, M. Didden, souligne que l'avis de l'Institut monétaire européen du 17 mars 1998, dont il est question dans l'exposé des motifs (Doc. n° 1669/1, p. 7), a été remis aux membres de la commission.

M. Leterme déplore que le réaménagement des articles du projet de loi, tel qu'il avait été suggéré par le Conseil d'Etat, ait pour conséquence qu'il est plus difficile pour les parlementaires de vérifier si ledit avis a été suivi. Le membre demande par ailleurs dans

werp regelen de overdracht van rechtswege aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, van alle rechten en verplichtingen van het Herdiscontering- en Waarborginstituut die uit de depositobeschermingsregelingen voortvloeien, alsook alle rechten en verplichtingen van het Interventiefonds van de beursvennootschap, waardoor de continuïteit wordt gewaarborgd tussen de vroegere regelingen en de nieuwe, door het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten vast te stellen regeling.

Hoofdstuk zeven bevat een technische wijziging aan de organieke wet op de Nationale Bank, waardoor de gouverneur, de vice-gouverneur en de andere leden van het directiecomité van de bank zitting kunnen hebben in het bestuurscomité van het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten. Die wijziging is verantwoord op grond van de nauwe banden die er zullen zijn tussen het Fonds en de Bank waarbij het inderdaad de bedoeling is het Fonds mogelijkheid te geven het dagelijks beheer van zijn verrichtingen aan de Bank toe te vertrouwen.

Hoofdstuk acht tenslotte bevat de bepalingen in verband met de inwerkingtreding van de wet. Voor belangrijke artikelen zal de datum van inwerkingtreding door de Koning worden vastgesteld bij in de Ministerraad overlegd koninklijk besluit, afhankelijk van de tenuitvoerlegging van het nieuwe institutionele kader voor de bescherming van de deposito's en financiële instrumenten. De uiterste datum van inwerkingtreding van die bepalingen wordt vastgesteld op 1 januari 2000.

Tot slot veroorloof ik mij uw aandacht te vestigen op de dringende aard van dit wetsontwerp. Enerzijds bepaalt de richtlijn dat de omzetting moet zijn geschied vóór 26 september 1998. Anderzijds wensen de Regering, het Herdiscontering- en Waarborginstituut en de beroepsmiddelen dat het wetsontwerp in werking zou kunnen treden en inzonderheid de nieuwe regeling starten op 1 januari 1999. Ik dank de Commissie voor haar bereidheid om aan die wens gestalte te geven.»

II. ALGEMENE BESPREKING

De voorzitter, de heer Didden, deelt mede dat het in de memorie van Toelichting (Stuk nr. 1669/1, blz. 7) vermelde advies van het Europees Monetair Instituut van 17 maart 1998 aan de Commissieleden werd ter hand gesteld.

De heer Leterme betreurt eerst en vooral dat de door de Raad van State gevraagde en bekomen herschikking van de artikelen van het wetsontwerp voor gevolg heeft dat het voor de parlementsleden moeilijker wordt om na te gaan in welke mate aan dit advies

quel délai la directive 97/9/CE devait être transposée en droit belge.

En ce qui concerne l'avis du Conseil d'Etat (Doc. n° 1669/1, p. 71), l'intervenant demande pourquoi le gouvernement n'a pas donné suite à la proposition dudit Conseil de prévoir dans le texte de la loi que d'un point de vue fiscal, le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers est assujéti à l'impôt des personnes morales. Selon le commentaire de l'article 15 (Doc. n° 1669/1, p. 12), il appartient aux autorités compétentes de déterminer, par application de la loi fiscale, le type d'impôt auquel le Fonds est, s'il échet, soumis. Quel est le point de vue du gouvernement à cet égard?

Le Conseil d'Etat (*ibidem*, p. 70) estime également qu'il reste à justifier, dans l'exposé des motifs, l'éventualité des délégations consenties à d'«autres personnes» que les membres du Comité de direction ou des agents du Fonds. Il est précisé à cet égard dans le commentaire de l'article 10 (*ibidem*, p. 11) qu'il a paru nécessaire de prévoir des possibilités de délégation compte tenu du type de structure envisagée. Le ministre peut-il fournir des précisions à ce sujet?

M. Leterme estime enfin que des membres de cabinets ministériels ne devraient pas pouvoir siéger au Comité de direction du Fonds, comme c'est d'ailleurs le cas à la Banque nationale.

M. Tavernier demande si, en raison des turbulences qui ont récemment agité les marchés financiers, il ne serait pas souhaitable d'adapter en conséquence le projet à l'examen, qui date déjà du 14 juillet 1998. Ne faudrait-il pas renforcer le contrôle sur certains produits financiers? Ne faudrait-il pas, par ailleurs, adapter le système de garantie prévu par la loi en projet?

Si l'intervenant marque son accord sur la suppression de l'Institut de Réescompte et de Garantie et le transfert de ses missions à la Banque Nationale, il ne comprend toutefois pas que, d'une part, (en raison du risque de survenance d'un conflit d'intérêts) le gouvernement annonce la création d'un nouvel organisme, mais que, d'autre part, ce soit précisément la Banque Nationale qui se voie confier la gestion courante de celui-ci.

M. Daems demande également pourquoi il est tellement nécessaire de créer un nouvel organisme, puisqu'en vertu de l'article 11 du projet à l'examen, sa gestion courante sera quand même confiée à la Banque Nationale. Pourquoi le Fonds doit-il en fait être doté d'un comité de direction comptant tellement de membres?

Si l'objectif est effectivement de confier à la Banque Nationale la gestion courante du Fonds, l'intervenant estime du reste qu'il est préférable de le mentionner explicitement dans le texte de la loi en projet. M. Daems présente dès lors un amendement (n° 2 - Doc. n° 1669/2) tendant, dans la phrase liminaire de

verdw gevolg gegeven Het lid wenst ook te vernemen binnen welke termijn richtlijn 97/9/EG in het Belgische recht moest worden omgezet.

Met betrekking tot het advies van de Raad van State (Stuk nr. 1669/1, blz. 39) vraagt hij waarom de regering niet is ingegaan op diens voorstel om in de wet te bepalen dat het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten uit fiscaal oogpunt onder de rechtspersonenbelasting valt. Luidens de memorie van toelichting (Stuk nr. 1669/1, blz. 12, art. 15, in fine) is het de taak van de bevoegde autoriteiten om, met toepassing van de fiscale wet, de aard te bepalen van de belastingen waaraan het Fonds, in voorkomend geval, onderworpen is. Wat is terzake het standpunt van de regering ?

De Raad stelt ook (*ibidem*, blz.38) dat in de memorie van toelichting nog moet worden gerechtvaardigd waarom bevoegdheden kunnen worden gedelegeerd aan «andere personen» dan leden van het Bestuurscomité of ambtenaren van het Fonds. De memorie van toelichting bepaalt dienaangaande (*ibidem*, blz.11, art. 10) dat dit noodzakelijk is gebleken rekening houdend met de aard van de geplande structuur . Kan de minister dit nader toelichten ?

Tenslotte is de heer Leterme van oordeel dat in het bestuurscomité van het Fonds, net zoals in dat van de Nationale Bank, geen leden van ministeriële kabinetten zouden mogen zetelen.

De heer Tavernier vraagt of de recente turbulenties op de financiële markten niet voor gevolg hebben dat het voorliggende wetsontwerp, dat reeds van 14 juli 1998 dateert, moet worden bijgestuurd. Moet de controle op bepaalde financiële producten niet worden verstrengd ?

Moet ook de voorgestelde garantieregeling niet worden aangepast ?

De spreker is het ermee eens dat het Herdiscontering- en Waarborginstituut wordt afgeschaft en dat zijn taken worden overgeheveld naar de Nationale Bank. Hij begrijpt echter niet dat de regering enerzijds (wegens het gevaar voor een belangenconflict)de oprichting van een nieuwe instelling aankondigt, maar anderzijds het dagelijks bestuur van deze nieuwe instelling uitgerekend aan de Nationale Bank toevertrouwt .

Ook de heer Daems vraagt waarom zo nodig een nieuwe instelling moet worden opgericht, aangezien luidens artikel 11 van het wetsontwerp het dagelijks bestuur ervan toch reeds aan de Nationale Bank zal worden toevertrouwd. Waarom heeft dat Fonds eigenlijk nog een dermate omvangrijk bestuurscomité nodig ?

Wanneer het werkelijk de bedoeling is om het dagelijks bestuur van het Fonds aan de Nationale Bank toe te vertrouwen lijkt het hem trouwens aangewezen dit expliciet in de tekst van de wet te vermelden. De heer Daems dient dan ook een amendement (nr. 2 - Stuk nr. 1669/ 2) in dat ertoe strekt in de inlei-

l'article 11, à remplacer les mots «peut confier sa gestion courante» par les mots «confie sa gestion courante».

Enfin, il demande au ministre de lui fournir un aperçu des droits et obligations de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse, droits et obligations, qui sont transférés de plein droit au Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers en vertu de l'article 32, alinéa 3.

Le ministre des Finances précise que, par suite de la renumérotation des articles à laquelle il a été procédé à la demande du Conseil d'État, il est en effet plus difficile pour les parlementaires de vérifier dans quelle mesure il a été donné suite aux observations formulées par le Conseil à propos de l'avant-projet.

La date limite pour la transposition en droit belge de la directive 97/9/CE était le 26 septembre 1998. Le ministre demande dès lors que le projet à l'examen soit adopté rapidement.

En ce qui concerne le traitement fiscal des cotisations des intermédiaires et des revenus de leur placement, l'article 15, § 2 du projet de loi à l'examen prévoit seulement que ceux-ci ne constituent pas un revenu au sens de l'article 24 du Code des impôts sur les revenus 1992. Tel était d'ailleurs également le cas des revenus perçus par l'Institut de réescompte et de garantie dans le cadre de sa mission en matière de protection de dépôts. Le ministre estime que tant que la loi n'apportera pas de précisions sur ce point, il s'indique que le Fonds ne soit pas assujéti à l'impôt des sociétés mais à celui des personnes morales, étant donné qu'il ne poursuit pas de but lucratif. Dans ce cas, l'impôt à payer se limiterait à un précompte mobilier «libératoire». Certains estiment toutefois que les revenus de placements du Fonds devraient, tout comme ceux de l'IRG (qui est en principe assujéti à l'impôt des sociétés), être entièrement exonérés d'impôt, étant donné qu'il s'agit d'un organisme d'intérêt public. La Caisse d'intervention des sociétés de bourse était par contre assujéti à l'impôt des personnes morales et n'était pas exonérée du précompte mobilier. Le fait que le Fonds de protection créé par le projet à l'examen assurera une couverture plus importante que la Caisse d'intervention et que sa création découle d'une obligation imposée par une directive européenne sont invoqués comme arguments pour justifier malgré tout l'exonération fiscale complète (également du précompte mobilier) de tous les revenus du Fonds. Le ministre propose de ne pas modifier le projet de loi mais, le cas échéant, de détailler cette exonération d'impôt dans l'arrêté royal d'exécution de Code des impôts sur les revenus 1992.

Les règles d'incompatibilité fixées à l'article 8 du projet à l'examen pour les membres du Comité de di-

dende zin van artikel 11 het woord "kan" te vervangen door "zal".

Tenslotte wenst hij van de minister een overzicht te krijgen van de in artikel 32, derde lid bedoelde rechten en verplichtingen van het Interventiefonds van de beursvennootschappen die van rechtswege aan het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten worden overgedragen.

De minister van Financiën geeft aan dat de op vraag van de Raad van State doorgevoerde hernummering van de artikelen van het wetsontwerp inderdaad voor gevolg heeft dat het voor de parlementsleden moeilijker wordt om na te gaan in welke mate aan de door de Raad op het voorontwerp van gemaakte opmerkingen gevolg gegeven werd.

De uiterste datum voor de omzetting van richtlijn 97/9/EG in het Belgische recht was 26 september 1998. De minister vraagt dan ook dat het voorliggende ontwerp snel zou worden goedgekeurd.

Met betrekking tot de fiscale behandeling van de bijdragen van de bemiddelaars en van de inkomsten uit de belegging ervan wordt in artikel 15, § 2 van het wetsontwerp enkel bepaald dat zij geen inkomsten zijn in de zin van artikel 24 van het Wetboek op de Inkomstenbelastingen 1992. Dit was trouwens ook het geval voor de inkomsten van het Herdisconteringen Waarborginstituut in het raam van zijn opdracht inzake depositobescherming. Zolang de wet op dit punt geen uitsluitel biedt lijkt het de minister aangewezen dat het Fonds niet aan de vennootschapsbelasting maar aan de rechtspersonenbelasting zou worden onderworpen. Het heeft immers geen winst-oogmerk. In dit geval zou de te betalen belasting beperkt blijven tot een «bevrijdende» roerende voorheffing. Sommigen zijn echter van mening dat inkomsten uit beleggingen van het Fonds, net als die van het H.I.W. (dat in principe onderworpen was aan de vennootschapsbelasting) omwille van zijn rol van openbaar nut volledig van belasting zouden moeten worden vrijgesteld. Het Interventiefonds van de beursvennootschappen daarentegen was onderworpen aan de rechtspersonenbelasting en niet vrijgesteld van roerende voorheffing. Het feit dat het nieuw opgerichte Beschermingsfonds evenwel een hogere dekking verzekert dan het Interventiefonds, en het feit dat de oprichting ervan voortvloeit uit een door een Europese richtlijn opgelegde verplichting, worden als argumenten aangevoerd om toch een volledige fiscale vrijstelling (ook van roerende voorheffing) van alle inkomsten van het Fonds te rechtvaardigen. De minister stelt voor het wetsontwerp niet te wijzigen maar desgevallend in het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 deze belastingvrijstelling nader te omschrijven.

De in artikel 8 van het wetsontwerp opgesomde onverenigbaarheden met betrekking tot de leden van

rection sont identiques à celles qui s'appliquent actuellement aux membres du Comité de l'Institut de Réécompte et de Garantie. L'objectif n'est pas de permettre à des membres de cabinets ministériels de siéger au sein de ce Comité. En ce qui concerne les possibilités de délégation par le Comité de direction prévues à l'article 11, le ministre précise que le projet prévoit en fait de remplacer par un nouvel organisme unique deux organismes existants, qui disposaient chacun de leur propre personnel. Le nouveau Comité de direction ne disposera pas de son propre personnel. Sa gestion courante sera confiée à des membres du personnel de la Banque Nationale sur la base de conditions déterminées par les conventions visées à l'article 11.

M. Leterme fait observer qu'à l'article 10 du projet à l'examen, il est question de délégations de compétences à, entre autres, «des agents du Fonds ou à d'autres personnes».

Le ministre précise qu'en ce qui concerne l'exécution matérielle de certaines missions du Fonds, le Comité de gestion peut déléguer à certains membres du personnel de la Banque nationale des compétences en vue de l'exécution de ses décisions.

Le ministre répond à M. Tavernier que le projet à l'examen n'apporte pas de solution à la crise qui a récemment touché les marchés financiers. Cette crise n'a du reste pas révélé de déficiences au niveau du contrôle prudentiel des établissements financiers belges. Il demeure néanmoins nécessaire de vérifier et d'améliorer en permanence la qualité de ce contrôle. Toutes les missions de l'IRG seront désormais assurées par la Banque nationale, sauf dans les cas où cela entraînerait un conflit d'intérêts. C'est pour cette raison qu' a été institué le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers.

L'ensemble du personnel de l'Institut de Réécompte et de Garantie (65 personnes) sera transféré à la Banque Nationale. En plus de ses douze membres, le Comité de direction comptera un secrétaire, mais ne sera pas doté d'un cadre du personnel qui lui soit propre. La composition du Comité est du reste comparable à celle du comité du Fonds des rentes. L'objectif est que ce soient essentiellement des représentants de la Banque Nationale qui siègent au nom des pouvoirs publics au sein de ce Comité.

Enfin, le transfert de l'ensemble des droits et obligations de la Caisse d'intervention des sociétés de bourse - prévu à l'article 32 - ne présente aucun risque pour le Trésor, étant donné que les réserves constituées par ce fonds suffisent largement pour couvrir ces obligations.

M. Leterme fait observer que dans son avis, le Conseil d'Etat (Doc. n° 1669/1, p. 93) mentionne la date du 26 août 1998 comme date limite pour l'entrée en

het Bestuurscomité zijn dezelfde als die welke thans bestaan voor het H.I.W. Het is niet de bedoeling om ook leden van ministeriële kabinetten in dit comité op te nemen. Met betrekking tot de in artikel 10 bepaalde mogelijkheden tot delegatie door het Bestuurscomité, geeft de minister aan dat het ontwerp in feite twee bestaande instellingen, die allebei hun eigen personeel hadden, door één nieuwe vervangt. Het nieuwe Bestuurscomité zal niet over eigen personeel beschikken. Het dagelijks beheer ervan zal gebeuren door personeelsleden van de Nationale Bank, volgens de bij de in artikel 11 vermelde onderlinge overeenkomst vastgestelde voorwaarden.

De heer Leterme merkt op dat in artikel 10 van het ontwerp sprake is van delegatie van bevoegdheden aan o.m. «ambtenaren van het Fonds of andere personen».

De minister geeft aan dat het Bestuurscomité aan bepaalde personeelsleden van de Nationale Bank voor wat de materiële uitvoering betreft van bepaalde opdrachten van het Fonds bevoegdheden kan delegeren om zijn beslissingen uit te voeren.

Aan de heer Tavernier antwoordt de minister dat het voorliggende wetsontwerp geen oplossing biedt voor de recente crisis op de financiële markten. Deze crisis heeft overigens geen tekorten in de prudentiële controle op de Belgische financiële instellingen aan het licht gebracht. Dit neemt niet weg dat de kwaliteit van deze controle voortdurend moet worden bewaakt en verbeterd. Alle taken van het H.I.W. zullen in de toekomst door de Nationale Bank worden uitgevoerd, behalve wanneer hierdoor een belangenconflict zou kunnen ontstaan. Precies daarom werd het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten opgericht.

Al het personeel van het H.I.W. (65 personen) zal worden overgeheveld naar de Nationale Bank. Naast twaalf leden zal het Bestuurscomité enkel nog een secretaris hebben, maar geen eigen personeelskader. De samenstelling van het comité is trouwens vergelijkbaar met die van het comité van het Rentenfonds. Het is de bedoeling dat vooral vertegenwoordigers van de Nationale Bank namens de overheid in dit comité zitting zouden hebben.

De in artikel 32 bepaalde overdracht van alle rechten en verplichtingen van het Interventiefonds van de beursvennootschappen tenslotte, houdt voor de Schatkist geen enkel risico in omdat de door dit fonds opgebouwde reserves ruimschoots volstaan om deze verplichtingen te dekken.

De heer Leterme merkt op dat de Raad van State in zijn advies (Stuk nr. 1669/1, blz.62) 26 augustus 1998 als uiterste datum van inwerkingtreding van de richt-

vigueur de la directive. Le ministre fait état, par contre, du 29 septembre 1998. Quelle est la différence entre ces deux délais et quelles en sont les conséquences éventuelles?

Après vérification, *le ministre* fait savoir que la date prévue par la directive est le 26 septembre 1998.

M. Tavernier craint qu'il soit difficile, dans la pratique, de faire une nette distinction entre, d'une part, la gestion journalière du Fonds de protection (qui est confiée à la Banque nationale) et, d'autre part, les décisions relatives à la politique à mettre en oeuvre, qui doivent être prises par le Comité de direction. En va-t-il de même au Fonds des rentes?

Le ministre précise que peu de compétences de l'Institut de Réescampte et de Garantie sont définies dans la loi. Le Fonds des rentes est, lui aussi, indépendant de la Banque nationale, qui en assure néanmoins la gestion journalière. Ce double système fonctionne bien dans la pratique et a en outre l'avantage d'être peu onéreux.

III. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Articles 1^{er} à 5

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 6

Dans le texte néerlandais, les mots «voornoemde Instituut» sont remplacés par les mots «Herdiscontering- en Waarborginstituut». Moyennant cette correction, l'article est adopté à l'unanimité.

Art. 7

Le gouvernement présente un amendement (n° 3 - Doc. n° 1669/2) tendant à remplacer, à l'alinéa 2, les mots «il est nommé, selon les mêmes modalités, un suppléant» par les mots «deux suppléants sont nommés, selon les mêmes modalités». Le but est d'assurer une meilleure représentation des différentes entreprises qui sont considérées comme des entreprises d'investissement, en ce compris les gestionnaires de fortunes.

L'amendement est adopté par 7 voix et 5 abstentions.

L'article, ainsi modifié, est adopté par un vote identique.

Art. 8

M. Leterme et consorts présentent un amendement (n° 1 - Doc. n° 1669/2) tendant à insérer entre le mot «communautaires» et les mots «ne peuvent», les mots

lijn heeft vermeld. De minister stelt daarentegen dat 29 september 1998 wordt vermeld als omzettingsdatum. Wat is het verschil tussen deze beide termijnen en wat zijn daarvan de mogelijke gevolgen?

Na verificatie laat *de minister* weten dat de in de richtlijn voorziene datum 26 september 1998 is.

De heer Tavernier vreest dat het in de praktijk moeilijk zal zijn om een duidelijk onderscheid te maken tussen enerzijds het dagelijks bestuur van het Beschermingsfonds (dat aan de Nationale Bank wordt toevertrouwd) en anderzijds de beleidsbeslissingen, waarvoor het Bestuurscomité bevoegd is. Gebeurt dit ook zo in het Rentenfonds?

De minister geeft aan dat het H.I.W. weinig bij wet bepaalde bevoegdheden heeft. Ook het Rentenfonds staat los van de Nationale Bank, die nochtans instaat voor het dagelijks bestuur ervan. Dit tweeledig systeem blijkt in de praktijk goed te werken en is bovendien nog goedkoop.

III. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikelen 1 tot 5

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

Art. 6

In de Nederlandse tekst worden de woorden «voornoemde Instituut» vervangen door «Herdiscontering- en Waarborginstituut». Mits deze tekstverbetering wordt het artikel eenparig goedgekeurd.

Art. 7

De regering dient een amendement (nr. 3 - Stuk nr. 1669/2) in dat ertoe strekt in het tweede lid de woorden «wordt een plaatsvervanger» te vervangen door de woorden «worden twee plaatsvervangers». Het is bedoeld om een betere vertegenwoordiging mogelijk te maken van de verschillende ondernemingen die als beleggingsonderneming worden beschouwd, met inbegrip van de beheerders van fortuinen.

Dit amendement wordt aangenomen met 7 stemmen en 5 onthoudingen.

Het aldus gewijzigde artikel wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Art. 8

De heer Leterme c.s. dient een amendement (nr. 1 - Stuk nr. 1669/2) in dat ertoe strekt tussen de woorden «gemeenschapsregeringen» en «mogen» de woor-

«et les membres du cabinet d'un membre du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement communautaire ou régional».

L'amendement et l'article ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 9

L'amendement n° 7 du gouvernement (Doc. n° 1669/2) tend à insérer, à l'alinéa 2, les mots «et sans préjudice d'autres cas de majorité spéciale prévus dans le règlement d'organisation visé à l'article 16" entre le mot «Toutefois» et les mots «, ne sont prises».

L'amendement et l'article ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 10

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 11

Dans le texte néerlandais, le mot «provisie» est remplacé par le mot «vergoeding». Dans le texte français, le mot «commission» est remplacé par le mot «rétribution».

L'amendement n° 2 de M. Daems (Doc. n° 1669/2) et l'article ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 12

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 13

Le gouvernement présente un amendement (n° 9 - Doc. n° 1669/2) visant à insérer un alinéa 2, libellé comme suit: «De même, le Fonds de protection des dépôts et des instruments financiers, la Banque nationale de Belgique et les autorités compétentes pour les marchés réglementés peuvent échanger des informations confidentielles relatives à un établissement de crédit ou à une entreprise d'investissement dans la perspective d'une intervention préventive à la défaillance d'un tel établissement ou entreprise. Les destinataires des informations confidentielles visées au présent alinéa sont assujettis, quant à ces communications, au secret professionnel visé aux alinéas 1^{er} et 2.».

Cet amendement, de même que l'article ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

den «en de kabinetsleden van een lid van de federale regering of van een gemeenschaps- of gewestregering» in te voegen.

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

Art. 9

Amendement nr. 7 van de regering (Stuk nr. 1669/2) strekt ertoe de inleidende zin van het tweede lid te vervangen als volgt: «Onverminderd andere gevallen van een bijzondere meerderheid zoals bedoeld in het in artikel 16 vermelde organisatiereglement, worden met een meerderheid van ten minste drie vierde van de stemmen van de aanwezige leden evenwel besluiten genomen in verband met».

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

Art. 10

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 11

In de Nederlandse tekst wordt het woord «provisie» vervangen door het woord «vergoeding». . In de Franse tekst wordt het woord «commission » vervangen door «rétribution».

Amendement nr. 2 van de heer Daems (Stuk nr. 1669/2) en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

Art. 12

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 13

De regering stelt bij amendement nr. 9 (Stuk nr. 1669/2) de invoeging voor van een tweede lid; dat luidt als volgt: «Zo ook mogen het Beschermingsfonds voor deposito's en financiële instrumenten, de Nationale Bank van België en de bevoegde autoriteiten voor de gereguleerde markten, vertrouwelijke gegevens uitwisselen in verband met een kredietinstelling of een beleggingsonderneming, in het vooruitzicht van een tegemoetkoming om te vermijden dat een dergelijke instelling of onderneming in gebreke zou blijven. De ontvangers van de in dit lid bedoelde vertrouwelijke gegevens zijn voor die mededelingen gebonden aan het beroepsgeheim bedoeld in het eerste en tweede lid».

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig goedgekeurd.

Art. 14

Dans le texte néerlandais, les mots «de statuten» sont remplacés par les mots «de organisatieregeling». L'article est adopté à l'unanimité moyennant cette modification.

Art. 15

Le gouvernement présente un amendement (n° 4 - Doc. n° 1669/2) visant à compléter l'article par un § 3, libellé comme suit:

«Les paiements faits par le Fonds aux créanciers d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'investissements au titre de la protection des dépôts ou au titre de la protection des instruments financiers, entraînent subrogation de celui-ci dans les droits de ces créanciers.

Lorsqu'un créancier n'a été désintéressé par le Fonds que pour une partie de sa créance, il ne peut, par dérogation à l'article 1252 du Code civil, exercer ses droits pour ce qui lui reste dû qu'à rang égal avec le Fonds.»

Le ministre souligne qu'en pareil cas, le Fonds est mis sur un pied d'égalité avec le créancier concerné.

Cet amendement et l'article ainsi modifié sont adoptés à l'unanimité.

Art. 16

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 17

Le gouvernement présente un amendement (n° 8 - Doc. n° 1669/2) tendant à remplacer la deuxième phrase de cet article par la phrase suivante: «Le règlement d'organisation fixe les règles de placement des avoirs du Fonds.»

Le ministre estime qu'il est important que ces règles soient fixées dans le règlement d'organisation, parce que ce règlement doit être soumis à l'approbation du Roi.

Cet amendement et l'article 17, ainsi modifié, sont adoptés à l'unanimité.

Art. 18

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 18bis (nouveau)

Le gouvernement présente un amendement (n° 5 - Doc. n° 1669/2) tendant à insérer un article 18bis dans le chapitre III.

Art. 14

In de Nederlandse tekst worden de woorden « de statuten » vervangen door de woorden « de organisatieregeling ». Mits deze wijziging wordt het artikel eenparig aangenomen.

Art. 15

De regering dient amendement nr. 4 (Stuk nr. 1669/2) in. Dit amendement strekt ertoe het artikel aan te vullen met een §3 die luidt als volgt:

« De betalingen die het Fonds aan de schuldeisers van een kredietinstelling of een beleggingsonderneming verricht in het kader van de bescherming van de deposito's of van financiële instrumenten, hebben tot gevolg dat het Fonds in de rechten van die schuldeisers treedt.

Wanneer de schuldeiser slechts voor een deel van zijn vordering door het Fonds schadeloos wordt gesteld, staat hij, in afwijking van artikel 1252 van het Burgerlijk Wetboek, in rang gelijk met het Fonds voor de uitoefening van zijn rechten met betrekking tot hetgeen hem nog verschuldigd blijft.».

De minister beklemtoont dat het Fonds in dergelijk geval op gelijke voet wordt geplaatst met de betrokken schuldeiser.

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig goedgekeurd.

Art. 16

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 17

De regering stelt bij amendement nr. 8 (Stuk nr. 1669/2) voor de tweede zin van dit artikel te vervangen door de volgende zin : «Het organisatiereglement stelt de regels vast voor de belegging van de activa van het Fonds».

Volgens *de minister* is het belangrijk dat dergelijke regels in het organisatiereglement worden opgenomen omdat dit reglement aan de Koning ter goedkeuring moet worden voorgelegd.

Dit amendement en het aldus gewijzigde artikel worden eenparig aangenomen.

Art. 18

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 18bis (nieuw)

De regering stelt bij amendement nr. 5 (Stuk nr. 1669/2) voor om in hoofdstuk III een nieuw artikel 18bis in te voegen.

Le ministre précise qu'à l'avenir, la mission de séquestre de l'Institut de Réescompte et de Garantie sera exercée par une institution ou une personne désignée par la Commission bancaire et financière.

Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Art. 19 à 21

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 21bis (nouveau)

Le gouvernement présente un amendement (n° 6 - Doc. n° 1669/2) tendant à insérer un article 21bis (nouveau) dans le chapitre IV. Cet amendement est étroitement lié à l'amendement du gouvernement tendant à insérer un article 18bis (nouveau) (cf. supra).

Cet amendement est adopté à l'unanimité.

Art. 22

Cet article ne donne lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 23

Dans la première phrase de l'alinéa 3 du texte français de l'article 112 proposé, il y a lieu d'insérer le mot «autre» entre le mot «un» et le mot «État».

Cette correction d'ordre linguistique ayant été apportée, l'article 23 est adopté à l'unanimité.

Art. 24

Dans la première phrase du § 2 proposé, il y a lieu de remplacer les mots «pour leur compte» par les mots «pour le compte des investisseurs».

Moyennant cette correction, l'article est adopté à l'unanimité.

Articles 25 à 31

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation et sont adoptés à l'unanimité.

Art. 32

Dans l'intitulé néerlandais du Chapitre VI, il y a lieu de remplacer le mot «beursvennootschap» par le mot «beursvennootschappen».

L'article 32 est adopté à l'unanimité.

De minister geeft aan dat de sekwesteropdracht van het Herdiscontering- en Waarborginstituut in de toekomst door een, door de Commissie voor het bank- en financiewezen te bepalen instelling of persoon zal worden overgenomen.

Dit amendement wordt eenparig aangenomen.

Artikelen 19 tot 21

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

Art. 21bis (nieuw)

De regering stelt bij amendement nr. 6 (Stuk nr. 1669/2) voor om in hoofdstuk IV een nieuw artikel 21bis in te voegen. Dit amendement hangt nauw samen met het regeringsamendement tot invoeging van een nieuw artikel 18 bis (cfr. supra).

Het amendement wordt eenparig aangenomen.

Art. 22

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 23

In de eerste zin van het derde lid van de Franse tekst van het voorgestelde artikel 112 moet tussen het woord «un» en het woord «État» het woord «autre» worden ingevoegd. Mits deze tekstverbetering wordt het artikel eenparig goedgekeurd.

Art. 24

In de eerste zin van de Franse tekst van de voorgestelde §2 moeten de woorden «pour leur compte» worden vervangen door de woorden «pour le compte des investisseurs».

Mits deze tekstverbetering wordt het artikel eenparig aangenomen.

Artikelen 25 tot 31

Bij deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt. Zij worden eenparig aangenomen.

Artikel 32

In de Nederlandse tekst van het opschrift van hoofdstuk VI moet het woord «beursvennootschap» worden vervangen door het woord «beursvennootschappen».

Artikel 32 wordt eenparig goedgekeurd.

Art. 33

Dans le texte néerlandais du 1^o proposé, il y a lieu de remplacer, à la septième ligne, les mots «dit artikel» par les mots «deze bepaling».

Moyennant cette correction, l'article est adopté à l'unanimité.

Art. 34

Cet article ne donnent lieu à aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Art. 35

La liste des chapitres qui entreront en vigueur à des dates fixées par arrêté royal est adoptée par suite de l'insertion de nouveaux articles dans le projet.

L'article est adopté à l'unanimité.

*
* *

L'ensemble du projet de loi, tel qu'il a été modifié, en ce compris les errata, est adopté à l'unanimité.

Le rapporteur,

Y .LETERME

Le président,

M. DIDDEN

Art.33

In de Nederlandse tekst van het voorgestelde 1^o moeten op de zevende regel de woorden «dit artikel» worden vervangen door de woorden «deze bepaling».

Mits deze tekstverbetering wordt het artikel eenparig aangenomen.

Art. 34

Bij dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Art. 35

Ingevolge de invoering van nieuwe artikelen in het ontwerp wordt de lijst van de hoofdstukken, die op bij koninklijk besluit vastgestelde data in werking zullen treden, aangepast.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

*
* *

Het gehele aldus gewijzigde wetsontwerp, met inbegrip van de errata, wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

Y .LETERME

De voorzitter,

M. DIDDEN